

Une profession vulnérable

Arturo Rodríguez Morató

La problemática profesional de los escritores y traductores.

Una visión sociológica

ACEC, Barcelone, 1997

L'auteur de cette enquête, professeur à l'université autonome de Barcelone, a pour spécialité la sociologie de la culture et des arts. Sa dernière publication (*Les compositeurs espagnols. Une analyse sociologique*, Madrid, 1996) a incité l'Association collégiale des écrivains de Catalogne (ACEC), avec le concours du Centre espagnol des droits reprographiques (CEDRO), à lui confier une étude du même type sur les conditions de travail des écrivains et traducteurs en Espagne et les problèmes (aigus) qu'ils rencontrent. Cette étude a pour objet de fournir aux acteurs concernés des éléments objectifs et une base sociologique sérieuse qui leur permettront de défendre « arguments en mains » les droits moraux et patrimoniaux des auteurs fort malmenés en Espagne, ainsi que d'analyser l'impact réel de la loi sur la Propriété intellectuelle (entrée en vigueur en 1987, mais loin d'être appliquée correctement) et de tenter de mettre un terme à une situation aussi injuste qu'illégale – ou tout au moins de la corriger.

Dans un précédent numéro de *TransLittérature**, Manuel Serrat Crespo se référait d'ailleurs à cette étude et brossait de la situation éditoriale en Espagne un tableau assez noir – amplement confirmé ici. Malgré les problèmes que nous pouvons connaître en France, le lecteur français est effaré par le nombre de cas cités illustrant les relations éminemment conflictuelles qui existent entre les « auteurs » (écrivains et traducteurs) et les éditeurs : absence de contrat, non-respect des engagements écrits quand

(*)Manuel Serrat Crespo, « Traduire en Espagne », *TransLittérature* n°15, été 1998.

il y en a, défaut quasi généralisé d'informations sur les tirages et les ventes, sans parler des tarifs pratiqués et autres conditions de travail assez déplorables, déjà exposés dans l'article cité ci-dessus.

L'échantillon étudié par l'auteur (une grande partie des écrivains et traducteurs travaillant en Catalogne) n'est certes pas exhaustif, mais il est considéré comme largement représentatif de la situation espagnole. Et le taux très élevé de réponses aux entretiens sollicités et aux questionnaires envoyés (84 % pour les écrivains, 67 % pour les traducteurs), traduit fort bien d'après lui l'acuité du malaise ressenti dans ce secteur de la création. Pour attester de « l'excellent niveau d'information obtenu », il se réfère aux résultats recueillis dans d'autres enquêtes similaires (46 % par la *Authors' Guild* aux USA en 1981, 33 % par l'ATLF en 1983 – résultat donné par Nathalie Heinrich dans « Les traducteurs littéraires : l'art et la profession », *Revue française de sociologie*, XXV, 1984). Ce dernier article est d'ailleurs mentionné à titre comparatif dans tous les passages spécifiquement consacrés aux traducteurs, y compris pour les tarifs, ce qui accroît encore l'impression assez déconcertante que nos collègues espagnols accusent un douloureux retard de près de quinze ans sur les batailles qui ont été menées en France, et démontre par là même le chemin important parcouru chez nous.

Cela dit, après avoir établi un « état des lieux » très détaillé (profil sociologique des écrivains et traducteurs, « poids du professionnalisme » plus important chez les traducteurs (qui sont 36 % à exercer une autre occupation, contre 62 % des écrivains, ce qui, comme partout ailleurs, accroît leur dépendance financière et économique par rapport aux éditeurs et les rend encore plus vulnérables), l'auteur analyse leur multiplicité professionnelle. La diversité des profils tient naturellement aux langues traduites (en 1988, 84 % des livres traduits en Espagne l'étaient de l'anglais et du français, avec une domination de plus en plus écrasante de l'anglais ; 43 % des traducteurs espagnols traduisent exclusivement l'une de ces deux langues, 21 % une langue moins répandue, 36 % sont « multilingues », le professionnalisme variant selon les cas), aux domaines traduits (large prédominance de la fiction, des essais et des ouvrages universitaires), au nombre de traductions publiées et à la part de traductions non littéraires.

Enfin, dans la « problématique professionnelle des traducteurs », l'auteur décrit des conditions de travail plus dures, des problèmes plus aigus et des manquements plus généralisés que pour les écrivains. Cela viendrait principalement du fait que les éditeurs, en dépit de beaux discours de principe, gardent une conception « technique » de la traduction – vue non comme quelque chose d'unique (une œuvre d'auteur), mais davantage

comme un produit « générique ». Il en découle des rapports d'employeur à employé, une assimilation qui se produit en outre sur un marché « extraordinairement favorable » à l'éditeur et où les rapports de force sont totalement déséquilibrés : importance du « réservoir » de traducteurs disponibles, renforcée par la totale liberté d'accès à la profession et la concurrence parfois déloyale de traducteurs exerçant un autre métier, donc susceptibles d'accepter des tarifs inférieurs à « ce qui devrait être considéré comme normal ». D'où le « malaise » des traducteurs espagnols (un chapitre entier y est consacré), dont 36,6 % et 17,8 % connaissent respectivement de « graves problèmes » ou « quelques problèmes » pour être payés, contre 42,6 % « sans problèmes ». Seuls 13 % d'entre eux reçoivent régulièrement des relevés de comptes, contre 45 % irrégulièrement et 42 % jamais ; 27 % seulement signent un contrat dans 100 % des cas, et 34 % en signent un dans moins de 10 % des cas. Comment s'étonner, alors, que 3 % seulement des traducteurs se disent très satisfaits de leurs éditeurs (contre 16 % d'écrivains), 25 % « plutôt insatisfaits » et 18 % « assez ou très insatisfaits » ?

Outre leur rémunération et la question des contrats, les sources d'insatisfaction des traducteurs viennent aussi de « l'attention portée à leur travail » – domaine qualitatif (conseils, corrections) où ils s'estiment « considérablement moins bien traités » que les écrivains. Un domaine qui illustre par ailleurs (comme sur d'autres plans, mais il est impossible d'entrer dans tous les détails de cette étude – et ce n'est certainement pas propre à l'Espagne), le traitement « paradoxal » accordé à des traducteurs occasionnels (spécialistes de renom, non professionnels), souvent beaucoup plus satisfaits de leur sort que les traducteurs à plein temps... De même que, contrairement aux écrivains, plus un traducteur possède un haut niveau de compétence, et plus il fait de la traduction littéraire son « métier », moins il est satisfait (à juste titre) des conditions qui lui sont faites.

En conclusion, l'auteur préconise les mesures suivantes : 1) fixation consensuelle pour la traduction de tarifs minima que les éditeurs considéreront comme obligatoires ; 2) création d'un mécanisme indépendant de contrôle des tirages éditoriaux ; 3) nomination consensuelle par les groupements d'éditeurs et les associations d'auteurs d'arbitres indépendants, expressément mandatés par les deux parties pour régler leurs différends... tout en sachant que le chemin à parcourir, ainsi que cette étude le met en lumière, est « considérable » !

Marie-José Lamorlette